

# Citizendev. L'expérimentation d'un projet co- créatif à Bruxelles. Citizendev. Testing a co- creative project in Brussels.

**Ludivine Damay**  
Docteure en sciences politiques et sociales  
Chargée de cours  
Faculté d'architecture La Cambre Horta  
Université libre de Bruxelles  
Sasha (centre de recherche Architecture  
et Sciences Humaines)

*ludivine.damay@ulb.be*

**Christine Schaut**  
Docteure en sociologie  
Professeure  
Faculté d'architecture La Cambre Horta  
Université libre de Bruxelles  
Sasha (centre de recherche Architecture  
et Sciences Humaines)

*christine.schaut@ulb.be*



## Résumé :

Cet article présente une expérience de Recherche Action Participative (RAP), intitulée « Citizendev », financée par un programme de recherche bruxellois s'inspirant de la co-création et s'appuyant sur les outils des « Livings-labs ». Stimulé par le concept de « centralité populaire » (Rosa Bonheur 2019), Citizendev a expérimenté une forme de développement urbain communautaire, basée sur la création de collectifs citoyens dans des quartiers populaires, à partir de la mise en commun des besoins, ressources et savoir-faire de ceux-ci. Après avoir présenté l'expérience, ses objectifs et méthodologies, l'article interroge d'une part ce que produit la proximité physique et relationnelle à laquelle sont tennes les chercheur.es, associations et citoyen.nes dans ces Living labs. D'autre part, il questionne la tension potentielle entre la proximité inhérente à la démarche et les enjeux de reproductibilité et de transposabilité à d'autres territoires et échelles.

**Mots-clés :** recherche action participative, co-création, engagement citoyen, proximité, travail social communautaire, centralité populaire.

## Abstract:

*This article presents an experiment in Participatory Action Research (PAR), entitled 'Citizendev', funded by a Brussels research programme inspired by co-creation and based on the tools of 'Livings-labs'. Stimulated by the concept of «popular centrality» (Rosa Bonheur 2019), Citizendev experimented with a form of community-based urban development, based on the creation of citizen collectives in working-class neighbourhoods, sharing their needs, resources and know-how. After presenting the experiment, its objectives and methodologies, the article looks at the physical and relational proximity to which researchers, associations and citizens are bound in these Living Labs. Secondly, it examines the potential tension between the proximity inherent in the approach and the challenges of replicability and transferability to other territories and scales.*

**Keywords:** participatory action research, co-creation, citizen involvement, proximity, community social work, popular centrality

Innovation sociale, recherche-action participative, co-création, Living-Lab sont les nouveaux mantras ou les nouveaux mots-magiques de l'action publique (Voorberg, Bekkers et Tummers, 2015) et, plus spécifiquement, des financements publics de la recherche. De nombreux bailleurs nationaux ou européens y font en effet référence, sans toutefois les définir clairement (Meister Broekema, Bulder et Horlings 2023). Dans cet article, nous revenons sur une expérience de recherche (Citizendev) qui s'inscrit dans un programme empruntant à ce vocabulaire et ces pratiques. Ce programme de recherche intitulé « Cocreate » est soutenu par Innoviris, un organisme d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale. Depuis 2015, celui-ci finance des projets associant des académiques, des acteur·rices privé·es ou des pouvoirs publics ainsi que des citoyen·nes qui œuvrent à expérimenter en situation réelle des « *solutions co-créées, résilientes et innovantes* » face aux crises tant écologiques, socio-politiques et qu'économiques que connaît Bruxelles<sup>1</sup>. Pour y parvenir deux axes méthodologiques sont imposés par le programme : d'une part la méthode de la Recherche Action-Participative (RAP), dans laquelle il s'agit pour un consortium d'acteur·rices larges de participer, de co-rechercher et d'expérimenter des solutions pour l'action ; d'autre part le living lab (LL) soit un laboratoire vivant, « *espace de création et d'expérimentation* » implémenté dans « *le cadre de vie des usagers* » et qui « *teste et développe les produits et les services* » innovants (voir pour une discussion plus large des attendus du programme : Damay et Schaut, 2022).

Pour produire ces innovations co-créées, ces « *laboratoires vivants* » ont

1 Voir à ce sujet la présentation du programme intitulé depuis « co-creation », <https://innoviris.brussels/fr/program/co-creation>. Voir également la vidéo de présentation du programme, en anglais, disponible sur youtube. <https://www.youtube.com/watch?v=jSTFgulzBCA>

donc pour logique de s'inscrire dans les environnements de vie réels des usagers ou des citoyens<sup>2</sup>. On peut définir les LL comme des « *écosystèmes dans lesquels les utilisateurs finaux (clients, usagers, patients, etc.) et d'autres parties prenantes sont impliqués sur une longue période dans le développement d'une innovation, dans un environnement réel, en utilisant une approche de recherche itérative mêlant différentes méthodes* » (Fasshauer, 2022 ; voir aussi Lefebvre-Chombart et Robert, 2020). Alors que les « territoires de vie », les quartiers urbains et populaires semblaient perçus avant tout comme étant déficitaires et problématiques depuis les années 90 par les politiques publiques (Genestier 1999 ; Schaut, 2003a ; Damay et Paye, 2011), les appels à projet récents de l'action publique nous invitent à prendre appui sur ces espaces concrets, ces quartiers, à s'adosser à leurs dimensions matérielles, environnementales, sociales, économiques et/ou politiques, à faire participer les citoyen·nes qui y résident, pour concevoir des innovations sociales adaptées en vue de répondre aux crises qui les traversent. On le voit, même si la notion de proximité n'est pas explicitement invoquée, le passage par le « Living Lab » la sollicite : l'innovation sociale qui doit en découler vient justement de son inscription territoriale, elle doit répondre à l'intérêt général local, s'appuyer sur des ressources locales, afin de solutionner des problématiques qui le sont tout autant (Marron, 2022). C'est par leur co-présence physique en un lieu déterminé, avec les autres partenaires, c'est en s'appuyant sur les ressources du territoire et des expériences citoyennes, que la co-création est rendue possible et souhaitable.

La proximité se conçoit aussi entre les partenaires du consortium. Le programme « CoCreate » insiste sur la nécessité pour le·a chercheur·e de quitter la position de surplomb face aux usager·ères qui

2 Voir aussi le réseau European Network of Living Labs - <https://enoll.org/about-us/>

est, toujours selon lui, d'ordinaire la sienne. Il s'agit de « construire avec », au-delà même du « construire pour » les acteurs (Damay et Schaut, 2022 ; Damay et Delmotte, 2016) et de veiller à l'horizontalisation des interactions entre les usager·ères et les chercheur·es. Tout le monde est ainsi amené à devenir co-chercheur·e. Cette double proximité, physique et relationnelle, crée une « communauté de sens » supposée ensuite s'élargir à d'autres acteur·rices urbain·es : les innovations sociales n'étant évidemment pas destinées à rester dans un environnement clos, selon les souhaits des pouvoirs publics finançant ces projets. Cela dit, les dispositifs des LL peinent en général à produire des effets plus larges : « *ils sont dans l'incapacité de changer d'échelle, en dépassant le niveau local, pour agir de manière globale et structurelle* » (Marron, 2022, p. 314).

Dans cet article, nous présenterons d'abord brièvement l'expérience, les méthodologies et les concepts porteurs pour CitizenDev. Ensuite, nous souhaitons éclairer ce que fait la proximité physique et sociale à cette démarche de recherche, ce qu'elle favorise et ce qu'elle produit comme difficultés. Enfin, nous interrogeons la tension potentielle entre la proximité inhérente à la démarche, et les enjeux de reproductibilité et de transposabilité en éclairant la manière dont le projet CitizenDev a tenté d'y répondre.

## 1. CitizenDev : présentation du projet et des méthodologies

Le projet CitizenDev, financé par le programme Co-Create, est porté par trois partenaires associatifs œuvrant dans des champs d'intervention différents : le développement urbain (Bral – Brusselse Raad voor het Leefmilieu), l'insertion socio-professionnelle (EVA – Emancipatie via Arbeid) et le logement (CLTB –

Community Land Trust Bruxelles<sup>3</sup>) et par deux centres de recherche universitaires reconnus pour leurs travaux sur la participation (Sasha-ULB et le CESIR-USL-B). CitizenDev entend expérimenter une nouvelle forme de développement urbain basée sur la mise en commun, au travers d'activités collectives et à l'échelle locale, des compétences de citoyen·nes ne provenant pas, comme c'est souvent le cas, de groupes dotés de capitaux culturels élevés (De Bouver, 2016) mais qui connaissent des situations de vulnérabilité socio-économique et/ou culturelle (Damay et Schaut, 2022). Travailler avec elles et eux est une manière d'œuvrer à la reconnaissance de leurs compétences et savoirs faire thématiques par le collectif Rosa Bonheur sous le concept de centralité populaire (Rosa Bonheur, 2019). Ces dernières sont définies comme un ensemble de pratiques quotidiennes développées dans les quartiers populaires par leurs habitant·es et qui leur offrent, même temporairement, une autonomie symbolique par rapport au modèle dominant lequel bien souvent les délégitime (Grignon et Passeron, 1989). Selon le collectif Rosa Bonheur la reconnaissance de ces pratiques, par les habitant·es elleux-mêmes, par les chercheur·es et les pouvoirs publics fait ainsi passer les territoires qui les abritent d'un statut d'espace périphérique à un espace central, y compris à l'échelle urbaine.

Pour favoriser leur émergence, CitizenDev base une partie de son action sur une approche anglo-saxonne de travail social communautaire, l'« Asset-Based Community Development » (l'ABCD) (Mc Knight et al., 1993) qui repose sur l'idée selon laquelle des réponses, partielles, peuvent être trouvées à la

3 Le CLTB développe des projets de logements abordables en adoptant un dispositif qui scinde la propriété du logement de la propriété foncière. Pour plus d'information concernant ce modèle, voir l'ensemble des publications recensées sur le site internet de l'association : <https://www.cltb.be/documentation-sur-la-clt/>

question sociale à l'échelle locale à partir de la mise en commun, en connexion, des besoins, des rêves, des ressources et des savoir-faire citoyens. Ce travail d'inventaire et de connexion est mené par les citoyen·nes eux et elles-mêmes qui deviennent des enquêteur·rices de leurs propres réalités avec l'aide d'un·e intervenant·e communautaire ou associatif.

Plus concrètement la RAP fut menée au sein de 3 Living Labs. Deux d'entre eux sont constitués par des quartiers populaires bruxellois : le quartier Matonge à Ixelles, et le quartier Brabant à Schaerbeek, le troisième n'est pas territorialisé et réunit les membres du Community Land Trust de Bruxelles, des personnes au profil socio-économique vulnérable inscrites sur une liste d'attente pour l'acquisition d'un logement. Au sein de ces quartiers, après une phase d'enquête menée par les travailleurs·es sociaux et sociales, les chercheur·es et certain·es citoyen·nes sur les atouts, les rêves, les ressources du quartier et un travail de mise en connexion (Image 1), des collectifs citoyens se sont progressivement formés. Ils sont à l'origine d'initiatives telles que la création d'un local communautaire, un repair café, une bourse aux vêtements, un projet « green cantine » visant à l'insertion socioprofessionnelle de ses cuisinières, la création d'un référentiel de coiffures africaines œuvrant à faire reconnaître par la fédération belge des coiffeurs belges leurs spécificités ou encore une ludothèque et un festival de jeux traditionnels africains.

Articulés à ces actions communes pour répondre aux besoins des habitant·es, nous visions aussi la co-production collaborative des connaissances ce qui s'inscrit bien dans les démarches de recherche-action participative (Camden et Poncet, 2014). Nous voulions comprendre les conditions d'émergence des collectifs citoyens dans ces living lab, les appuis et les freins rencontrés, tout

en évaluant la démarche communautaire, l'ABCD déjà évoquée. Pour étudier les expérimentations menées dans des LL locaux dès l'entame du projet, il a été décidé de coupler la méthode ABCD à l'analyse en groupe (Van Campenhoudt et al., 2005). Inventée dans les années 70, cette dernière marque la volonté de chercheur·es en sciences sociales de co-créer avec les acteur·rices concerné·es par une problématique commune, ici les citoyen·nes investi·es dans les trois living labs, et réuni·es pour l'occasion un savoir partagé à propos de leur expérience. Cette co-création se fait au travers de l'analyse par les membres du groupe du récit d'une expérience vécue qui apparaît comme représentative de ce que les LL vivent. Le rôle du chercheur ou de la chercheuse est à la fois celui d'un·e secrétaire, d'un·e animateur·rice et d'un·e accompagnateur·rice chargé·e d'établir des liens entre les paroles des uns et des autres, de suggérer des assemblages ou des oppositions d'idées et de proposer, avec les autres membres du groupe, des clés d'interprétation. Ce type de méthode vise la montée en généralité à partir des expériences vécues et la co-production de connaissances. Deux récits, traitant l'un portant sur l'engagement citoyen, l'autre sur la question du bénévolat et de sa rémunération, ont ainsi été travaillés par le groupe et présentés ensuite, lors d'une journée d'études et une visite des trois LL à des acteur·rices institutionnel·les et associatif·ves concerné·es par les questions traitées<sup>4</sup>, qui se sont tenues peu avant la pandémie début 2020. Les enjeux de reproductibilité et de transférabilité y ont été abordés. Nous y revenons dans le point 3.

4 Plus précisément la journée d'études a accueilli des représentant·es des administrations de l'emploi, de la sécurité sociale, du développement urbain, de l'environnement et d'associations œuvrant dans les mêmes champs. La visite de terrain a accueilli quant à elle essentiellement des travailleur·es d'associations.



Figure 1 : Cartographie participative sur les ressources et les rêves de Matonge - Mars 2018 - photo de Chloé Mercenier.



## 2. La proximité : atouts et limites pour construire des collectifs de recherche et citoyens ?

On l'a dit, le programme co-create encourage la proximité physique et relationnelle à travers la co-création à laquelle sont tenu.es les chercheur.es, associations et citoyen.nes dans un living lab. Qui plus est, dans cet appel à projet, la notion de création soutient l'idée d'horizontalité devant présider aux liens qui unissent les partenaires. Comment ce parti-pris résiste-t-il à l'épreuve du terrain ? Quelle place y prennent effectivement les acteurs et actrices concerné.es ? Sur quel support peuvent-ils compter ? Quant au projet Citizendev lui-même il repose sur l'hypothèse que les citoyen.nes y investi.es vont jouer de leur proximité, physique et relationnelle, avec leurs voisin.es dont iels partagent les conditions d'existence, pour enquêter auprès d'elleux, recueillir les savoirs faire locaux pour ensuite constituer des collectifs citoyens. Cette hypothèse s'est-elle vérifiée ? Sur quels appuis le projet peut-il compter ? A quels obstacles est-il confronté ?

Les débuts du projet sont caractérisés par la difficulté pour ses partenaires institutionnel.les (chercheuses et associations) d'entrer en scène et de trouver leur place dans ce processus de co-création. Ainsi à l'entame du projet, certains acteurs associatifs prêtent aux chercheuses la volonté d'adopter la position surplombante d'observatrices ne se jetant pas dans la mêlée de l'action. Cette suspicion s'ancre dans une représentation des relations entre les chercheur.es et les acteur.rices axée sur la notion de violences symboliques commises au cœur de l'interaction, les chercheur.es étant soupçonné.es d'user de leur position de force dans la hiérarchie sociale provoquant ainsi une asymétrie dans l'interaction enquêteur.rice/enquêté.e (Bourdieu, 1993). De même,

les chercheuses ont l'impression que les travailleur.ses des associations rechignent à participer, au même titre qu'elles, à la documentation de l'action afin d'encourager la co-production des savoirs de la RAP et à endosser le rôle de co-chercheur.es. Progressivement, en cours d'expérience et dès lors que des rapports de confiance vont s'installer amoindrissant les effets de pouvoir fantasmés ou réels, les un.es et les autres finissent par reconnaître qu'il n'est pas forcément simple de se confondre, en fonction des tâches à accomplir notamment. Ainsi s'il n'est pas aisé pour un.e travailleur.se de se considérer lui-même comme un.e chercheur.e, d'adopter ces démarches qui constituent un savoir technique jugé encombrant et d'y trouver son compte, il ne l'est pas plus pour une chercheuse d'avoir à gérer plusieurs casquettes, d'être prise à la fois dans les impératifs de l'action sociale - dont elle ne maîtrise pas forcément les savoirs - et de la recherche. A ce moment-là les spécificités des rôles de chacun.e seront mieux assumés, chacun.e renonçant ainsi à la vision finalement peu « sociologisée » de la co-création des savoirs et de la confusion des rôles, en tout temps et en toute circonstance, soutenues par le programme Co-Create. La proximité inscrite dans la durée (3 ans) a aussi permis le rapprochement des intérêts - sans pour autant qu'ils ne soient confondus - et la constitution d'un collectif « épistémique » réel, produisant des résultats de recherche.

Cet enseignement vaut aussi pour les citoyen.nes, partenaires non institutionnel.les, embarqué.es dans le projet après sa rédaction et, pour la plupart, peu à l'aise avec les contours scientifiques de la RAP. Cette distance ne les a pourtant pas empêché.es d'acquérir et de tenir, au fil du temps, une place de plus en plus centrale dans Citizendev. D'une part en effet parce que c'est à partir de leurs savoirs faire que des initiatives citoyennes ont pu émerger.

Ensuite parce que ce sont elleux qui ont suggéré à l'ensemble des partenaires de s'emparer des questions importantes à leurs yeux et qui ont émergé en cours d'expérience (entre autres celles liées au bénévolat mené dans le cadre de ces initiatives) et de mener des interpellations politiques les concernant. Ici encore le rapprochement a eu besoin du temps long. « Faire collectif » ne se décrète pas. De manière plus générale, les processus de RAP nécessitent ce temps long pour construire la confiance (Camden et Poncet 2014). Ce rapprochement et cette constitution d'un collectif ne signifient pas non plus un même engagement de la part de tout un chacun : il s'agit de reconnaître la diversité des envies, des ressources, l'intensité et les temporalités variables de l'engagement. Si le processus a conduit à l'égalité des rôles, au cœur des principes défendus par la RAP, ce ne fut pas au détriment de leur spécificité. Le programme Co-Create reconnaît peu cette dimension, aplatissant ainsi, au nom de l'égalité, la diversité des postures, des positions, des ressources et des savoirs. (Damay, Schaut, 2022).

La RAP a montré que la proximité physique et relationnelle est d'autant plus susceptible de faire du commun autour de savoirs faire locaux qu'elle est supportée par un ancrage dans un lieu (Image 2).

*« Le local c'est un endroit à nous et si on veut ouvrir le dimanche on le fait. Si on est dans les locaux de quelqu'un d'autre ça ne va pas marcher. Avoir un endroit à nous a été très important. Et puis aussi tout d'un coup on est devenus très visibles, on a aussi une politique de la porte ouverte, les gens viennent vers nous. Le local est géré par les habitants : ceux qui font les permanences, ceux qui font des activités, ils ont les clés. »*  
(Mathilde, LL Brabant)

Le fait de pouvoir avoir accès à un lieu bien à soi, de le gérer et de l'approprier pour y mener des activités créatrices de collectifs s'avère important pour leur permettre d'exister, de se faire connaître, d'avoir une place et d'établir des liens. Pour les citoyen·nes embarqué·es comme pour les chercheuses et les associations, pouvoir disposer d'un local, géré de manière autonome et dont les citoyen·nes ont la clé est en elle-même une expérience collective qui renforce les compétences de ceux qui s'y investissent. Le local est en soi un outil d'empowerment : il leur permet d'avoir le pouvoir d'agir, d'organiser des activités et événements dans leur quartier. L'expérience de Citizendev confirme l'importance qu'il y a à relocaliser les activités et à favoriser les situations de co-présence physique (Zask, 2018). Cette perspective s'inscrit également et parfaitement dans le paradigme de la résilience, lequel fait de l'échelle locale et des communautés qu'elle abrite, l'échelle à partir de laquelle la résilience peut et doit s'envisager (Sinai, et al., 2015).

A côté de ces ressources que constituent, pour le projet, les rapprochements relationnels favorisés par le local, des obstacles ont surgi en cours d'expérience. Dans trois Living Lab, Citizendev s'est donc employé à favoriser la mise au jour et la mise en commun des centralités populaires. Mais si des compétences d'accueil, de solidarité, de gestion d'un lieu ouvert aux habitant·es du quartier, des compétences en cuisine, en réparation d'électroménager, en conduite cycliste, en langue Dariga (dialecte marocain) et en pédagogie... ont surgi et ont été mobilisées dans le cadre du projet et des initiatives citoyennes qu'il a soutenues, des difficultés sont apparues que la proximité ne résout pas toujours. La première fut, pour les citoyen·nes embarqué·es, de quitter leur rôle de voisin·e ou, pour ce qui concerne le CLT, de membres d'une communauté d'intention, pour endosser celui d'enquêteur·rice et mettre au jour les



Figure 2 : Inauguration du local de quartier - Brabant. Décembre 2017. Photo Lucie Martin.





pratiques favorisant la centralité populaire. On perçoit d'abord la difficulté d'aller à la rencontre de ces autres habitant·es qui ne font pas partie d'un cercle proche, le manque de disponibilité pour d'autres pour accomplir ces actions. Comme si le travail d'enquête ou le travail social communautaire n'étaient pas, en effet, demandeurs de compétences (qui s'apprennent), de ressources spécifiques (des techniques d'approche, par exemple) et des appétences à aller vers l'autre. Si certain·es citoyen·nes ont endossé le rôle de « connecteur·rices », d'autres en sont resté·es éloigné·es. Il semblait aussi à certain·es que la connaissance intime du terrain, de ses besoins et de ses savoirs faire rendait superflue la mise à l'enquête. Cette résistance reposant sur la croyance que le partage d'un même espace de vie fait du et de la citoyen·ne embarqué·e un·e expert·e de toutes les réalités vécues localement, ces difficultés d'endosser la posture de recherche ou de travail social ont empêché la mise au jour de pratiques potentiellement collectivisables, celles non connues des connecteur·rices elleux-mêmes. Malgré les tentatives de connexion et la création d'outils destinés à faire lien, la volonté ou la facilité de valoriser ses propres savoirs et ceux de l'entourage proche a parfois conduit à la constitution d'entre-soi rassemblant autour d'activités certains groupes sociaux et culturels et en excluant d'autres (Schaut, Damay, 2020). Enfin, elle a aussi obligé les professionnel·les du projet à endosser le rôle d'enquêteur·rice partant à la découverte et au recensement des savoirs faire locaux. La méthodologie ABCD a ainsi montré ses limites et a conduit à sa déformalisation. Enfin le temps long a certes constitué une ressource instaurant la confiance entre les différent·es partenaires et brisant les frontières entre les différents rôles, mais il a aussi conduit à l'épuisement de certains collectifs dont l'existence reposait sur le bénévolat et sur l'engagement intensif de quelques un·es. L'engagement à long terme se heurte aussi à des

bifurcations biographiques poussant au désengagement (Fillieule, 2005) : certain·es trouvant un emploi, d'autres déménageant, d'autres étant confronté·es à la maladie d'un proche ou à leur maladie propre.

### 3. Une expérience reproductible et transposable à d'autres échelles ?

On l'a dit, le projet Citizendev a intégré dans sa feuille de route la question de la reproductibilité de son expérience à la fois dans d'autres terrains locaux et à l'échelle de la métropole bruxelloise. La méthodologie qui l'a soutenue est, d'une part, l'analyse en groupe (Van Campenhout et al. 2005) qui a permis la rencontre des citoyen·nes embarqué·es dans les trois LL. Il s'agissait ainsi, dans un premier temps, de monter en généralité, de sortir de l'échelle de chacun des quartiers pour co-construire, par l'échange d'expériences vécues concrètement par les citoyen·nes engagé·es dans les trois LL et les professionnel·les (associations et chercheur·es), ce qui constituait le cœur de l'expérience Citizendev : les modalités partagées des expériences vécues, les conditions et les enjeux plus généraux qu'elles recèlent, les limites qu'elles ont suscitées et les manières éventuelles d'en sortir. A partir de ces connaissances co-produites, la méthodologie « bricolée » par Citizendev, s'inspirant de l'intervention sociologique (Touraine, 1978) a, par la suite, suscité la rencontre de l'ensemble des partenaires avec des acteur·rices ayant en charge la mise en œuvre d'actions publiques bruxelloises dans les champs de l'insertion sociale et socio-professionnelle, de la rénovation urbaine, notamment. Cette rencontre avait l'ambition d'interpeller les acteur·rices politiques clés de la métropole bruxelloise, choisi·es par les partenaires, de porter l'expérience des usager·ères au-delà des partenaires engagé·es et de réfléchir aux pistes d'innovations issues de cette RAP. Il s'agissait d'enclencher potentiellement les

changements structurels mis en avant par la RAP à l'échelle locale et qui nécessitent l'engagement d'autres acteur.rices et d'autres domaines de compétences à l'échelle régionale, voire nationale. Si de ces différents moments d'échange organisés n'ont pas émergé des solutions clé sur porte et mises en œuvre (la période de covid qui a « clôturé » le projet n'y a pas aidé), ils ont néanmoins permis la mise en discussion de pistes de réflexion et d'action qui donnent leur chance à la réplication d'une telle expérience mais qui, pour certaines, en démontrent aussi la fragilité.

Loin de l'image que l'on a souvent des groupes sociaux populaires, Citizendev a montré l'existence de pratiques démontrant la centralité des quartiers populaires autour desquelles des personnes, confrontées à des contraintes d'existence fortes, se sont engagées pour constituer, autour d'elles, des collectifs. La réplication de l'expérience Citizendev dans d'autres quartiers populaires peut s'appuyer sur cette capacité de mobilisation mais elle est aussi soumise à de nombreux obstacles la concernant. Ainsi la difficulté, déjà évoquée, de s'appuyer sur un nombre significatif de citoyen.nes et de pousser à l'épuisement de ceux et de celles qui s'engagent, trouve un écho, dans la nécessité de certains.es d'assurer leur survie avant tout. Leur absence relative dans les collectifs initiés est souvent liée aux priorités qu'ils se donnent dans un contexte de contraintes particulièrement fortes pour les groupes sociaux précaires et parmi lesquelles l'engagement altruiste et désintéressé ne s'impose pas « naturellement » : iels ont d'autres choses plus impérieuses à faire et à penser. Selon Hirschman la défection dans la prise de paroles et le repli vers l'espace privé peuvent aussi constituer un espace de remobilisation des énergies, pour des affaires qui paraissent autrement plus importantes : *« une réserve d'influence et de pouvoir politique qu'ils peuvent utiliser (...) lorsque leurs intérêts vitaux sont*

*directement en jeu »* (Hirschman, 1995, p. 56-57 cité par Schaut 2003). Ce faisant la réflexion des partenaires de Citizendev, aiguillés par les citoyen.nes engagé.es, porteur.ses de cette question de recherche, s'est portée sur l'enjeu, souvent tabou, de l'engagement bénévole et sur la nécessité de penser sa rétribution :

*« Dans mon quartier pas très riche, on ne roule pas sur l'or. Il est important de rémunérer des bénévoles, ça leur donne une idée d'être valorisé pour ce qu'ils font. Ils n'ont pas de boulot, ils n'ont pas 36000 façons d'être valorisés. »*  
(Mathilde, LL Brabant).

Cette demande peut choquer tant l'engagement citoyen est moralement évalué à l'aune de son désintéressement. Il est de bon ton que la personne s'engage sans chercher un intérêt financier (être payée) ni de reconnaissance (être félicitée) mais le faire avec plaisir sans attendre, en retour, aucune forme de rétribution. Or Citizendev a montré, comme d'autres recherches (Pasquier, 2014), que deux types d'intérêt, individuels et altruistes, apparaissent souvent conjointement et ne sont en réalité qu'en apparence contradiction. En effet, les habitant.es ne s'engagent pas uniquement pour développer leur quartier ou leur communauté mais également pour se faire une expérience valorisable sur leur CV, valoriser leurs compétences artistiques, ou encore, plus simplement, sortir de leur solitude et créer du lien social. Il semble par ailleurs nécessaire de valoriser le travail accompli et les responsabilités prises surtout quand ces activités ressemblent à celles des professionnel.les présent.es dans le projet, comme le relèvent d'ailleurs bien les citoyen.nes engagé.es : les un.es et les autres participent à des réunions, prennent des notes, réalisent un procès-verbal, partent à la rencontre d'autres habitant.es, tiennent une permanence, etc.. Il s'agit aussi de reconnaître la plus-value

qu'ils apportent à leur quartier. Ne pas reconnaître l'importance d'une rétribution monétaire pourrait conduire à envisager l'engagement citoyen uniquement à la portée d'une classe moyenne ou favorisée qui pourrait se permettre d'investir temps et énergie sans rien attendre en retour. Des pistes plus concrètes, dont certaines déjà mises en œuvre, telles le défraiement des bénévoles, le Territoire Zéro chômeur de longue Durée (TZCLD) ou la création d'un statut intermédiaire entre le bénévolat et le salariat ont été investiguées. Elles ont fait l'objet des interpellations co-construites citées plus haut et ont permis des discussions avec d'autres acteur·rices des milieux associatif et politique, contribuant à la diffusion de ses enjeux à d'autres échelles qui détiennent en réalité les leviers d'action politiques sur ces thématiques.

Citizendev s'est construit autour de la méthodologie de travail social communautaire « ABCD » basée, à partir d'étapes bien précises, sur la mise en connexion des savoirs faire locaux et la construction de collectifs citoyens visant à les valoriser. Son expérimentation dans les trois Living Labs a en a montré à la fois l'intérêt mais aussi les difficultés : la lourdeur de son dispositif pour des non-professionnel·les parfois très éloigné·es de l'art de mener l'enquête dans leur quartier et/ou peu intéressé·es à le mettre en œuvre préférant réserver cette mission aux partenaires institutionnel·les du projet. La déformalisation de la méthode et son adaptation dans chacun des LL a été nécessaire et a été rendue possible par les relations de confiance entre les partenaires professionnel·les et les citoyen·nes et par le temps passé qui les ont aidé à se construire. On pourrait en conclure que cette déformalisation de la méthode, construite dans des LL et adaptée de façon ad hoc aux acteur·rices présent·es, à leurs ressources, etc., nuit à la reproductibilité de l'expérience Citizendev puisqu'il serait difficile de l'appliquer telle quelle dans un autre

territoire. A moins d'admettre que c'est sa flexibilité et sa capacité à s'adapter aux réalités locales qui en fait sa force.

Un autre obstacle a surgi en cours d'expérience qui peut nuire à la transférabilité de Citizendev si du temps et des moyens liés au travail social ne sont pas mis à sa disposition : la difficulté des citoyen·nes à trouver dans leur quotidien des savoirs faire potentiellement valorisables. En parler c'est déjà reconnaître qu'il s'agit là de compétences que l'on possède. Or les repérer et les reconnaître comme telles n'est pas chose facile, a fortiori de la part de personnes issues des milieux populaires souvent socialisées dans un vocabulaire de la difficulté, du handicap et du manque. En cela il n'est guère étonnant que les mobilisations populaires s'articulent davantage autour de colères et de demandes. C'est sur celles-ci que se construit une autre démarche de travail social communautaire : le community organizing (Talpin, 2016). Révéler aux groupes sociaux populaires, soumis aux rapports de domination symbolique, leurs propres compétences est un vrai travail social qui prend du temps, qui nécessite une implantation locale dans les quartiers et qui s'apparente au travail mené par l'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles (l'éducation populaire en France). La réplique de l'expérience Citizendev doit pouvoir s'inspirer du constat de la nécessité de déployer sur le temps long un accompagnement social visant, comme a tenté de le faire Citizendev, à faire surgir l'expression des savoirs et pratiques favorisant la centralité populaire.

Enfin, une dernière question a émergé de ce processus de RAP qui interroge aussi l'échelle d'action, la reproductibilité et la transférabilité des pratiques : comment créer les conditions de pérennité des collectifs citoyens issus de la dynamique du projet ? Là encore, les citoyen·nes engagé·es, jouant bien là le



rôle de co-chercheur.es, ont pointé les ambivalences de ce type de projets qui tendent à susciter des collectifs citoyens, collectifs qui s'appuient sur des formes intensives de bénévolat mais aussi sur des ressources liées au financement temporaire dont ces projets bénéficient. Que faire quand les financements et les appuis qui en découlent s'arrêtent ? Comment poursuivre l'action et ne pas susciter (à nouveau) des frustrations dans des quartiers qui voient parfois défiler les actions, les dispositifs, les associations et les chercheur-es ? A nouveau, cette phase d'interpellations politiques initiées par les partenaires Citizendev, a permis de mettre en dialogue d'autres acteur·rices qui sont confronté·es aux effets pervers d'une action publique qui fonctionne largement « par projet » et où il s'agit sans cesse, pour des associations ou des collectifs citoyens, de se mettre à la recherche de financement (Moriau 2016), de remplir des dossiers administratifs pour répondre à ces appels et d'entrer dans le jeu de la concurrence et de la surenchère à l'innovation sociale. Là encore, des pistes de solutions à ces enjeux ont été discutées comme l'élaboration d'un guichet unique, d'appels de financement transversaux et de dispositifs pérennes de soutien du travail social communautaire. Tout en reconnaissant l'importance de l'ancrage local et de la proximité, de la présence longue d'intervenant·es professionnel·les, elles nécessitent sans surprise des interventions publiques à d'autres niveaux, par exemple la transformation de cadres législatifs.

## Conclusion

La recherche action-participative et le cadre offert par le programme co-create s'appuient dans leurs intentions initiales sur la nécessité de s'ancrer dans des territoires, des communautés et de construire des relations de proximité. La RAP Citizendev dont nous avons relaté l'expérience a confirmé que cette échelle du proche permet de construire des

collectifs citoyens initiant des réponses à leurs besoins et envies à partir de leurs compétences et des ressources ancrées. Le concept de centralité populaire permet, on l'a vu, d'insister sur la dimension spatiale des ressources sociales portées par les classes populaires (Collectif Rosa Bonheur, 2019). Citizendev a également montré l'importance de pouvoir disposer d'un lieu concret, d'un local, pour fabriquer des possibles, construire des rencontres, développer de nouveaux projets dans la durée. L'échelle du proche, de la co-présence et du temps long facilite aussi la constitution d'un collectif de recherche dans lequel l'égalité des citoyen·nes, acteur·rices, chercheur·es s'éprouve. Cela dit, la proximité ne résout pas toutes les difficultés et peut constituer un mirage quand elle aveugle sur ses capacités à offrir des solutions à tous les problèmes. L'égalité comme principe qui demeure au cœur de la RAP et la visée d'horizontalité ne parvient pas à gommer les réalités concrètes, constituées de positions diversifiées, de ressources inégales, de rôles différents à jouer. Si chacun est co-chercheur·e, parce qu'il contribue à la recherche, y amène son apport et ses savoirs, si la co-construction est bien réelle, nous pensons que chacun·e y contribue à sa manière : il est difficile d'endosser pour tous, par exemple, le fait de rédiger un rapport scientifique, d'écrire des références ou de se confronter à la dureté de la critique scientifique. De même, le fait d'être un·e habitant·e du quartier, d'en ressentir profondément l'appartenance peut donner le sentiment qu'on en connaît toutes les facettes. Quand elle dispense d'approfondir l'enquête en raison d'un sentiment de « mêmeté », la proximité peut jouer de mauvais tours à la prise en compte de toutes les pratiques rendant compte de la centralité des quartiers populaires.

L'expérience Citizendev a démontré que des enjeux de recherche et des connaissances émergent bien de la rencontre ancrée, de la proximité, entre

les partenaires. Par exemple, la question de la rétribution du bénévolat a été soulevée par les citoyen·nes engagé·es, elle a fait l'objet d'un travail de recherche collectif et d'expérimentation concrète (comme l'élaboration par un des LL d'une charte délimitant ce qui doit faire l'objet de défraiement). Si l'inscription locale, au plus proche des réalités vécues semble forcément légitime pour co-produire des solutions et des connaissances, ces dernières proviennent également du croisement des trois LL, du travail réflexif mené en commun et de la montée en généralité. Notre expérience de RAP a également appuyé la nécessité d'adapter les méthodologies initiales de travail communautaire aux réalités découvertes par le collectif de recherche, sur des terrains différenciés, avec des acteurs dont les compétences et les appétences ne sont pas forcément les mêmes. La transférabilité à d'autres contextes appelle certainement des formes d'adaptation sensible aux

environnements (au sens large). De plus, les moments d'interpellations aux autres acteurs régionaux ont confirmé le risque de s'enfermer dans les « *pièges de la proximité* » (Blondiaux, 2001). Ces pièges renvoient à l'idée que certains enjeux ne peuvent trouver de solution qu'à d'autres échelles, avec des instruments qui dépassent les seules ressources locales. L'appel à la proximité, forcément légitime, l'appel aux initiatives citoyennes, à l'émergence de solution co-construite ne peuvent servir à masquer des pratiques inféodées au libéralisme ambiant (Lefèvre 2004) qui consisteraient, *in fine*, à laisser les citoyen·nes « tirer leur plan ». Les acteur·rices des associations et des pouvoirs publics rencontrés lors des moments d'interpellation sont conscient·es de ces ambivalences et difficultés (comme celles du fonctionnement par projet et de la pérennité des collectifs citoyens) qui accompagnent la richesse de cette co-création ancrée.

## Références bibliographiques :

- Blondiaux, L., 2001, « Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège », *Mouvements*, n°18, Nov/Dec., pp. 44-51.
- Bourdieu, P., 1993, « Comprendre », in *La misère du monde*, Paris, Le Seuil.
- Camden, C., Poncet, F., 2014, « Recherche-action participative: nouvelles perspectives », in Tétreault, S., Guillez P., *Guide pratique de recherche en réadaptation—Méthodes, techniques et outils d'intervention*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, pp. 383-421.
- Collectif Rosa Bonheur, 2019, *La ville vue d'en bas*, Paris, Editions Amsterdam.
- Damay, L., Delmotte, F., 2016, « Observer la fabrique de la ville à Bruxelles : un détour par la participation », *Participations*, vol. 16, no. 3, pp. 89-112.
- Damay, L., Paye O., 2011, « La proximité en science politique : un concept pour étudier Bruxelles ? », in Mincke, C., Hubert, M., *Ville et proximité*, Bruxelles, Presses de l'Université Saint-Louis, pp.31-50.
- Damay, L., Schaut, C., 2022, « Une recherche-action participative entre cocréation et confrontation des savoirs », *Cahiers RAMAU*, 11, pp. 149-161.
- Debouver E., 2016, « Éléments pour une vision plurielle de l'engagement politique : le militantisme existentiel », *Agora débats/jeunesses*, N° 73, pp. 91-104.
- Fasshauer, I., 2022, « Co-création de valeur et innovation sociale : l'exemple des living labs », *Décisions Marketing*, 108, 109-125.
- Fillieule, O. (Dir.), 2005, *Le désengagement militant*, Paris, Belin.
- Genestier, P., 1999, « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire le lien », *Annales de la recherche urbaine*, n°82, mars, pp.142-153.
- Grignon, C., Passeron, J-C., 1989, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil.
- Hirschman A., 1995, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.
- Latour, B., 2017, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte.
- Lefebvre-Chombart, A., Robert, P., 2020 « Reconfigurer l'économie sociale et solidaire en Hauts-de-France : un living lab en commun au service de l'intermédiation territoriale ? », *Géographie, Economie et Société*, 22, pp. 431-452.
- Marron, Q., 2022, *Les living Labs, une perspective territoriale*, Thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes.
- Mc Knight J., Kretzmann, J., 1993, *Building communities from the inside out. A path toward finding and mobilizing a community assets*, Evanston, Institute for Policy Research.
- Meister Broekema, P., Bulder, E. A. M., Horlings, L. G. 2023. Evaluating co-creation in social innovation projects: Towards a process orientated framework for EU projects and beyond, *Research Evaluation*, vol. 32, n°2, pp. 286-298.
- Moriau, J., 2016, « L'appel à projet : une nouvelle manière de réduire l'action associative ? », *BIS*, n° 174, pp. 3-7.
- Pasquier, S., 2014, « Convivialisme et individualisme altruiste », *Revue du MAUSS*, 2014, 1, n° 43, pp. 181-190.
- Schaut, C., 2003 b, « Une participation sur Ordonnance: les conseils consultatifs des locataires en Région de Bruxelles-Capitale », *Espaces et sociétés*, vol. 112, no. 1, pp. 41-58.
- Schaut C., 2003 a, « L'insécurité et son traitement politique en Belgique », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Volume CXIV, pp. 109-124.
- Schaut C., Damay L., 2020, « Citizendev : rapport de recherche final », *ULB-USLB-Innoviris*, Bruxelles.
- Sinaï, A. et al., 2015, *Petit traité de résilience locale*, Paris, Éditions Charles Leopold Mayer, coll. « Momentum ».
- Talpin, J., 2016, *Community Organizing : de l'émeute à l'alliance des classes populaires aux Etats-Unis*. Raisons d'agir. Collection « Cours et travaux », Paris.
- Van Campenhoudt, L., Chaumont, J-M., Franssen, A., (2005), *La méthode d'analyse en groupe Applications aux phénomènes sociaux*, Paris, Dunod.
- Voorberg, W. H., Bekkers, V.J.J.M., Tummers, L. G. 2015, « A systematic review of co-creation and co-production. Embarking on the social innovation journey », *Public Management Review*, vol. 17, n°9, pp. 1333-1357.



Zask, J., 2018, *Quand la place devient publique*, Lormont, Éditions Le bord de l'eau.

***Pour citer cet article :***

DAMAY Ludivine & SCHAUT Christine,  
« Citizendev. L'expérimentation d'un  
projet co-créatif à Bruxelles », 1 | 2024 -  
*Recherches-actions participatives*,  
GéoProximitéS, URL :  
[https://geoproximites.fr/2024/01/26/  
citizendev-lexperimentation-dun-projet-  
co-creatif-a-bruxelles/](https://geoproximites.fr/2024/01/26/citizendev-lexperimentation-dun-projet-co-creatif-a-bruxelles/)



**CC BY-NC-SA 4.0 DEED**

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les  
Mêmes Conditions 4.0 International